

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Le 31 octobre 2023.

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCIERIE CHAUVIN FRERES

Lieu-dit Les Herses
39250 Mignovillard

Références : FC/FC/2023/L_335
Code AIOT : 0005904423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement SCIERIE CHAUVIN FRERES implanté RTE DE FRASNE Route de Frasne 39250 Mignovillard. L'inspection a été annoncée le 29/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du PPC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIERIE CHAUVIN FRERES
- Route de Frasne 39250 Mignovillard
- Code AIOT : 0005904423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans le travail et le traitement du bois.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels
- Prévention de la pollution des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) |
|----|-------------------------------------|--|---|
| 5 | Risque foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | Susceptible de suites |
| 6 | Prévention de la pollution des eaux | AP Complémentaire du 17/05/2023, article 2.1.1 | / |
| 8 | Prévention de la pollution des eaux | AP Complémentaire du 17/05/2023, article 2.1.3 | / |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) |
|----|-------------------------------------|--|---|
| 1 | Risques chroniques | Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 4.3.7 et 9.2.2 | Susceptible de suites |
| 2 | Risque foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 | Susceptible de suites |
| 3 | Risque foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 | Susceptible de suites |
| 4 | Risque foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 | Susceptible de suites |
| 7 | Prévention de la pollution des eaux | Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 9.2.2 | / |
| 9 | Prévention de la pollution des eaux | AP Complémentaire du 17/05/2023, article 2.4.1 | / |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, 2 non-conformités ont été relevées et une demande de complément a été formulée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risques chroniques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 4.3.7 et 9.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des effluents aqueux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température : <30°C • pH : compris entre 5,5 et 8,5 <p>L'exploitant procédera, une fois par an, à une analyse des eaux en sortie du bassin de régulation. L'eau prélevée fera l'objet de mesures de substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution.</p> <p>PAC : Le procédé de séchage générera 3 tonnes d'eau par heure (3 m³/h) dont le pH sera contrôlé (et ajusté si besoin) avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales du site. Une faible partie de cette eau sera réintroduite dans le procédé de granulation.</p> |
| <p>Constats : RAPPEL DU CONSTAT : L'inspection consulte en séance les résultats des analyses effectuées en sortie du bassin de régulation et constate que les paramètres pH et Température ne font pas l'objet d'analyses. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente les mesures réalisées sur le paramètre pH au niveau de l'aire d'aspiration des grumes. L'inspection rappelle la nécessité de procéder à des mesures similaires en sortie de bassin conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.</p> <p>Non-conformité n°1 : Les analyses réalisées annuellement en sortie de bassin de régulation ne portent pas sur les paramètres pH et Température.</p> <p>NOUVEAU CONSTAT : L'exploitant indique que 4 analyses sont désormais réalisées annuellement par deux organismes différents. L'inspection consulte les résultats de la dernière analyse réalisée et constate que le pH et la température ont été mesurés.</p> <p>CONSTAT SOLDE .</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 2 : Risque foudre

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du Risque Foudre</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> |

| |
|--|
| <p>Constats : RAPPEL DU CONSTAT : l'exploitant indique qu'une nouvelle analyse du risque foudre a été réalisée dans le cadre du projet d'unité de granulation. Il n'est pas en mesure de présenter cette étude le jour de la visite.</p> <p>Demande de complément n°1 : transmettre la dernière Analyse du Risque Foudre (ARF) réalisée sur le site.</p> <p>NOUVEAU CONSTAT : par courrier électronique du 28 septembre 2023, l'exploitant transmet à l'inspection cette analyse du risque foudre réalisée par la société Bureau Veritas les 18 et 19 janvier 2022.</p> <p>CONSTAT SOLDE</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Risque foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> |
| <p>Constats : RAPPEL DU CONSTAT : selon l'exploitant, une nouvelle étude technique foudre a été réalisé dans le cadre du projet d'unité de granulation. Il n'est pas en mesure de présenter cette étude le jour de la visite.</p> <p>Demande de complément n°2 : transmettre la nouvelle étude technique foudre.</p> <p>NOUVEAU CONSTAT : par courrier électronique du 27 septembre 2023, l'exploitant transmet à l'inspection la nouvelle étude technique foudre réalisée par la société Bureau Veritas du 14 au 23 février 2022.</p> <p>CONSTAT SOLDE</p> |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Risque foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. |
| Constats : RAPPEL DU CONSTAT : L'inspection rappelle le jour de la visite que l'exploitant doit, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, installer les dispositifs de protection et mettre en place les mesures de prévention préconisées. Demande de complément n°3 : Informer l'inspection de la mise en place des dispositifs de protection contre la foudre préconisés dans la nouvelle étude technique. NOUVEAU CONSTAT : L'exploitant informe l'inspection le jour de la visite de la mise en place de 4 paratonnerres suite à la réalisation de cette nouvelle étude technique. L'inspection constate la mise en place de ces équipements et la réalisation de travaux conformes au préconisation de l'étude technique. CONSTAT SOLDE |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Risque foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p> |
| <p>Constats : RAPPEL DU CONSTAT : l'exploitant indique qu'aucune vérification visuelle ou complète des installations de protection contre la foudre n'a été réalisée sur le site par un organisme compétent. Un nouvel organisme a néanmoins été mandaté par l'exploitant afin de procéder à ces vérifications sur l'ensemble de ses installations. L'inspection rappelle la nécessité de le faire et d'intégrer les nouvelles installations mises en place dans le cadre du projet d'unité de granulation à ces vérifications.</p> <p>Non-conformité n°2 : absence de vérification complète par un organisme compétent des installations de protection contre la foudre</p> <p>NOUVEAU CONSTAT : l'exploitant indique le jour de la visite avoir trouvé un prestataire pour la réalisation de cette vérification mais que cette dernière n'a pas encore été effectuée.</p> <p>CONSTAT NON SOLDE</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2023, article 2.1.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Origine et approvisionnement en eau</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Réseau public de la commune de Mignovillard : 2000 m3</p> |

| |
|--|
| <p>Constats : L'inspection consulte le jour de la visite les derniers relevés de consommation d'eau de l'établissement. En 2022, 1385 m3 d'eau a été consommé par l'exploitant. A fin août 2023, 2325 m3 d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours a été prélevé. L'exploitant indique que le dépassement de la valeur limite autorisée est lié à la réalisation des travaux sur le site. La mise en route des nouvelles installations devrait selon lui permettre de récupérer les eaux issues du séchage du bois, donc de prélever moins d'eau et de respecter la valeur limite fixée à 2 000 m3.</p> <p>Constat 1-27092023 : Non-conformité : Non respect de la valeur limite fixée sur les prélèvements d'eau réalisés par l'exploitant dans le milieu.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 9.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des effluents aqueux |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant procédera, une fois par an, à une analyse des eaux en sortie de bassin de régulation. L'eau prélevée fera l'objet de mesures de substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution.</p> |
| <p>Constats : L'inspection constate le jour de la visite la réalisation de ces analyses (cf. point de contrôle précédent).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2023, article 2.1.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets |
| <p>Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes, • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température : <30°C • pH : compris entre 5,5 et 8,5 • Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l |

| |
|---|
| <p>Valeurs limites de rejets :</p> <p>Paramètre :</p> <p>Matières en suspension : 35 mg/l</p> <p>DBO5 : 30 mg/l</p> <p>DCO : 120 mg/l</p> <p>Hydrocarbures totaux : 5 mg/l</p> <p>Azote total : 30 mg/l</p> <p>Phosphore total : 10 mg/l</p> <p>Propiconazole : Inférieure au seuil de détection</p> <p>Cyperméthrine : Inférieure au seuil de détection</p> <p>Tébuconazole : Inférieure au seuil de détection</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente en séance les derniers résultats des analyses réalisées. L'inspection constate sur les résultats des analyses réalisées en août 2023 : - un dépassement de la valeur limite fixée sur le paramètre "Propiconazol" : paramètre détecté avec une concentration de 1,3 µg/l ; - un dépassement de la valeur limite fixée sur le paramètre "MES" : concentration mesurée à 47 mg/l pour une VLE fixée à 35 mg/l. L'exploitant indique le jour de l'inspection avoir trouvé les causes de ces dépassements qui sont, selon lui, liés à la circulation sur site de camions non bachés susceptibles de déverser certaines substances, notamment lors d'intempéries. L'exploitant indique privilégier désormais la sollicitation de camions bâchés. Le bordereau de transport est également délivré directement au transporteur afin qu'il parte rapidement après le chargement. L'inspection rappelle la nécessité de vérifier l'efficacité des mesures prises lors des prochaines analyses réalisées.</p> <p>Constat n°2-27092023 : Demande de complément : L'exploitant doit vérifier lors des prochaines analyses réalisées en sortie de bassin de régulation l'efficacité des mesures prises pour respecter les VLE fixées sur les paramètres "Propiconazol" et "MES".</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 9 : Prévention de la pollution des eaux

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2023, article 2.4.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des eaux souterraines par l'intermédiaire de 5 piézomètres situés aux emplacements mentionnés en Annexe 2.</p> <p>Deux fois par an a minima, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans les eaux souterraines.</p> <p>Les analyses portent a minima sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH, - Conductivité, - Température , - Cyperméthrine, - Propiconazole, - Tébuconazole, - Perméthrine, |

- Hydrocarbures,
- Azote global ,
- Nitrites,
- Nitrates,
- Phosphore,
- MES,
- DCO,
- DBO.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises et envisagées.

Constats :

L'exploitant indique que des analyses sont réalisées sur les 5 piézomètres deux fois par an par deux organismes différents. L'inspection consulte les rapports d'analyse effectués par les société Reile le 01/06/2023 et par la société RB Environnement le 12/07/2023. Il est constaté l'absence d'analyse sur les paramètres pH, conductivité, température et DBO sur un des deux rapports consultés. Sur les deux rapports, l'ensemble des paramètres à analyser a néanmoins bien fait l'objet d'une analyse.

Observations : Des traces de Propiconazol sont retrouvées dans la plupart des piézomètres. L'inspection rappelle donc la nécessité de vérifier l'efficacité des mesures mises en place par l'exploitant (cf. constat précédent) lors des prochaines analyses réalisées sur les eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet